

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débat à l'Assemblée Nationale	Bulletin Officiel Ann. march publ. Régistre du Commerce	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie	5 Dinars	14 Dinars	24 Dinars	20 Dinars	15 Dinars	Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, rue Frolat, ALGER Tél : 36-81-49 66 80 86 C.C.P. 3200-50 - ALGER
Etranger	12 Dinars	20 Dinars	35 Dinars	30 Dinars	20 Dinars	

Le numéro 0,25 Dinar — Numéro des années antérieures : 0,30 Dinar Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de fournir les dernières bandes pour renouvellements et réclamations — Changement d'adresse ajouter 0,30 Dinar. Tarif des insertions : 2,50 Dinars la ligne

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- Arrêté du 16 septembre 1964 portant équivalence de titres en vue de l'accès à la fonction publique, p. 1.069.
Arrêtés du 17 septembre 1964 portant mouvement de personnel de l'administration préfectorale, p. 1.070.

MINISTERE DE LA JUSTICE

- Arrêté du 11 septembre 1964 portant nomination d'un agent de bureau, p. 1.070.

MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE

- Arrêtés des 9, 15, 16, 23, 28 et 29 juillet, 7 et 17 août 1964 portant mouvement de personnel, p. 1.070.
Arrêté du 3 août 1964 accordant la qualité d'ordonnateur secondaire du budget de l'Etat, p. 1.071.
Arrêté du 17 septembre 1964 portant transfert de crédits au ministère de l'orientation nationale, p. 1.071.
Décision du 17 septembre 1964 portant rattachement de crédit au ministère de l'agriculture, p. 1.072.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

- Arrêté du 22 septembre 1964 portant dissolution du conseil d'administration et désignation d'une commission administrative provisoire de gestion de la Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Sidi-Bel-Abbès, p. 1.072.

MINISTERE DE L'ORIENTATION NATIONALE

- Arrêté du 10 janvier 1964 fixant le montant mensuel des bourses ou des compléments de bourses pour l'année 1963-1964, p. 1.072.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

- Arrêté du 18 septembre 1964 fixant pour chaque port, le nombre maximum d'ouvriers dockers professionnels, p. 1.073.
Arrêté du 22 septembre 1964 relatif à la demande d'autorisation de transport public par air et de travail aérien, p. 1.073.

AVIS ET COMMUNICATIONS

- Avis n° 21 Z.F. donnant une troisième liste des agriculteurs français ayant demandé à transférer en France le produit de la réalisation de leur dernière récolte, p. 1.074.
Marchés. — Appels d'offres, p. 1.078.
— Mises en demeure d'entrepreneur, p. 1.079.

ANNONCES

- Associations. — Déclarations, p. 1.080.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- Arrêté du 16 septembre 1964 portant équivalence de titres en vue de l'accès à la fonction publique.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu le décret n° 62-503 du 19 juillet 1952, édictant des mesures destinées à favoriser l'accès à la fonction publique, notamment les articles 4, 5, 6 et 7.

Arrête :

Article 1^{er}. — Sont admis en équivalence pour l'accès à la fonction publique les diplômes et titres énumérés aux articles suivants :

Art. 2. — Corps de la catégorie A (premièrement).

— Diplôme de magister artium de l'université de Bonn.

Art. 3. — Corps de la catégorie A (deuxièmement).

— Admission au concours de rédacteurs de l'administration académique.

— Diplôme de fin d'études secondaires délivré par le ministère syrien de l'éducation nationale.

Art. 4. — Corps de la catégorie B (deuxièmement).

— Brevet des centres de formation administrative.

Les titulaires de ce diplôme remplissant déjà les conditions de titres exigées pour l'accès à l'emploi visé au présent article, bénéficient d'un échelon supplémentaire.

Art. 5. — Corps de catégorie C.

— Certificat d'aptitude professionnelle pour la profession d'employé de bureau délivré par le ministère marocain de l'éducation nationale.

Art. 6. — Les candidats titulaires du diplôme délivré par la Banque d'Etat tchécoslovaque de Prague, peuvent être nommés à un échelon immédiatement supérieur dans les grades auxquels leurs titres leur permettent d'accéder, en application de la réglementation en vigueur.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 septembre 1964.

Pour le Président de la République, Président du Conseil,
et par délégation,

Le directeur général de la fonction publique,
Missoum SBIH.

Arrêtés du 17 septembre 1964 portant mouvement de personnel de l'administration préfectorale.

Par arrêté du 17 septembre 1964, M. Aït Tayeb Lakhdar est radié du cadre des secrétaires administratifs de préfecture.

Le dit arrêté prend effet à compter du 20 septembre 1964.

Par arrêté du 17 septembre 1964, M. Koull Tidjani est radié du cadre des secrétaires administratifs de préfecture.

Le dit arrêté prend effet à compter du 29 juillet 1964.

Par arrêté du 17 septembre 1964, M. Abès Tahar est radié du cadre des secrétaires administratifs de préfecture.

Le dit arrêté prend effet à compter du 27 juillet 1964.

Par arrêté du 17 septembre 1964, Mme Abès, née Mamiout Yamina est radiée du cadre des secrétaires administratifs de préfecture.

Le dit arrêté prend effet à compter du 23 juillet 1964.

Par arrêté du 17 septembre 1964, M. Bounah Abdelhamid est radié du cadre des secrétaires administratifs de préfecture.

Le dit arrêté prend effet à compter du 15 juillet 1964.

Par arrêté du 17 septembre 1964, M. Aït Mehdi Mohamed est radié du cadre des secrétaires administratifs de préfecture.

Le dit arrêté prend effet à compter du 1^{er} juillet 1964.

Par arrêté du 17 septembre 1964, M. Lokmane Mohamed est radié du cadre des attachés de préfecture.

Le dit arrêté prend effet à compter du 16 septembre 1964.

Par arrêté du 17 septembre 1964, M. Amrous Hacène est nommé secrétaire administratif stagiaire sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition du préfet de Tizi-Ouzou.

Le dit arrêté prend effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 17 septembre 1964, M. Ould Kablia Ali Farouk est nommé secrétaire administratif stagiaire sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition du préfet de Mostaganem.

Le dit arrêté prend effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêté du 11 septembre 1964 portant nomination d'un agent de bureau.

Par arrêté du 11 septembre 1964 M. Boulerbah Ahmed, auxiliaire temporaire de bureau au parquet général d'Alger est nommé agent de bureau de 1^{er} échelon au ministère de la justice.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE

Arrêtés des 9, 15, 16, 23, 28 et 29 juillet, 7 et 17 août 1964 portant mouvement de personnel.

Par arrêté du 9 juillet 1964 M. Lamri Kemal-Eddine est nommé secrétaire administratif de classe normale 2ème échelon.

Par arrêté du 15 juillet 1964 M. Mokhtari Abderrahim est nommé attaché d'administration centrale de 2ème classe, 1^{er} échelon.

Les dits arrêtés prendront effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Par arrêté du 16 juillet 1964 M. Hocine Ahmed, administrateur civil, est révoqué de ses fonctions pour abandon de poste, à compter du 19 mars 1964.

Par arrêté du 16 juillet 1964 M. Bouchouchi Abdelkrim secrétaire administratif, est révoqué de ses fonctions pour abandon de poste, à compter du 1^{er} mai 1964.

Par arrêté du 23 juillet 1964 M. Ouzidane Mohammed est nommé attaché d'administration centrale de 2ème classe, 1^{er} échelon.

Par arrêtés du 28 juillet 1964.

M. Chadi Lakhdar est nommé secrétaire administratif de classe normale, 1^{er} échelon.

Mme Abbes Turki Zineb est nommée secrétaire administratif de classe normale, 2ème échelon.

Les dits arrêtés prendront effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Par arrêté du 29 juillet 1964 M. Bennouar Hocine est délégué dans les fonctions de contrôleur financier de 2ème classe, 1^{er} échelon, et chargé du contrôle financier du Bureau algérien des pétroles et de l'Office national des transports.

Par arrêté du 7 août 1964 M. Guendouz Hassène est nommé secrétaire administratif de classe normale, 1^{er} échelon.

Les dits arrêtés prendront effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions.

Par arrêté du 7 août 1964 M. Serradj Amor, administrateur civil, est reclassé à la 2^{ème} classe, 2^{ème} échelon

Par arrêté du 7 août 1964 M. Berkani Boussad est délégué dans les fonctions de contrôleur financier départemental 1^{er} échelon (indice brut 685).

Par arrêté du 7 août 1964 M. Echikr Abdelkader est délégué dans les fonctions de contrôleur financier de 2^{ème} classe, 1^{er} échelon, et chargé du contrôle financier de l'Office national algérien de commercialisation.

Par arrêté du 17 août 1964 M. Guidoum Mohamed Kamel est délégué dans les fonctions de contrôleur financier départemental 1^{er} échelon (indice brut 685).

Les dits arrêtés prendront effet à compter de la date d'installation des intéressés dans leurs fonctions

Arrêté du 3 août 1964 accordant la qualité d'ordonnateur secondaire du budget de l'Etat.

Le ministre de l'économie nationale,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale,

Vu le décret n° 50-1413 du 13 novembre 1950 sur le régime financier de l'Algérie et notamment ses articles 260 et 261,

Vu la note n° 139 DTC/CP du directeur du trésor et du crédit en date du 17 juillet 1964,

Arrête :

Article 1^{er}. — La qualité d'ordonnateur secondaire du budget de l'Etat est accordée à :

- l'inspecteur d'académie d'Alger, pour les départements d'Alger et de Médéa sous l'indicatif 11.40 T.G. Alger,
- l'inspecteur d'académie de Tizi-Ouzou, pour le département de Tizi-Ouzou sous l'indicatif 12.12 R.P.F. Tizi-Ouzou,
- l'inspecteur d'académie d'El-Asnam, pour le département d'El-Asnam sous l'indicatif 14.12 R.P.F. El-Asnam,
- l'inspecteur d'académie de Mostaganem, pour le département de Mostaganem sous l'indicatif 23.12 R.P.F. Mostaganem,
- l'inspecteur d'académie de Tlemcen, pour le département de Tlemcen sous l'indicatif 22.15 R.P.F. Tlemcen,

- l'inspecteur d'académie d'Oran, pour les départements d'Oran, Tiaret et Saïda sous l'indicatif 21.20 R.P.F. Oran,
- l'inspecteur d'académie de Sétif, pour le département de Sétif sous l'indicatif 33.12 R.P.F. Sétif,
- l'inspecteur d'académie de Constantine, pour les départements de Constantine et Batna sous l'indicatif 31.33 R.P.F. Constantine,
- l'inspecteur d'académie de Laghouat, pour les départements des Oasis et de la Saoura sous l'indicatif 40.12 R.P.F. Laghouat,
- l'inspecteur d'académie d'Annaba, pour le département d'Annaba sous l'indicatif 32.12 R.P.F. Annaba.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 août 1964,

Pour le ministre de l'économie nationale
et par délégation,

Le Directeur de l'administration générale,
Abderrahmane RAHMANI.

Arrêté du 17 septembre 1964 portant transfert de crédits au ministère de l'orientation nationale.

Le ministre de l'économie nationale,

Vu la loi de finances pour 1964 n° 63-496 du 31 décembre 1963 et notamment son article 10,

Vu le décret n° 64-30 du 20 janvier 1964 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1964 au ministère de l'orientation nationale (éducation nationale),

Arrête :

Article 1^{er}. — Est annulé sur 1964 un crédit d'un million huit cent soixante mille cinq cents dinars (1.860.500 DA) applicable au budget du ministère de l'orientation nationale et aux chapitres mentionnés à l'état « A » annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert sur 1964 un crédit d'un million huit cent soixante mille cinq cents dinars (1.860.500 DA) applicable au budget du ministère de l'orientation nationale et au chapitre mentionné à l'état « B », annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 septembre 1964.

Pour le ministre de l'économie nationale, et par délégation,

Le directeur du budget et du contrôle,
Mohammed BOUDRIES.

ETAT « A »

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS ANNULES
	MINISTERE DE L'ORIENTATION NATIONALE (EDUCATION NATIONALE)	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	4 ^{ème} Partie. — Matériel et fonctionnement des services	
34-43	Institut pédagogique national. — Remboursement de frais ..	26.500 DA
34-44	Institut pédagogique national. — Matériel	1.709.000 DA
34-91	Parc automobile	
	Article 1. — Achat et renouvellement de véhicules automobiles	80.000 DA
	Article 2. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile	45.000 DA
	Total des crédits annulés	1.860.500 DA

ETAT « B »

CHAPITRE	LIBELLES	CREDITS OUVERTS
	MINISTERE DE L'ORIENTATION NATIONALE (EDUCATION NATIONALE)	
	TITRE III. — MOYENS DES SERVICES	
	6ème Partie. — Subvention de fonctionnement	
36-43	Institut pédagogique national. — Subvention de fonctionnement — (Fonctionnement de l'Institut pédagogique national)	1.860.500 DA

Décision du 17 septembre 1964 portant rattachement de crédit au ministère de l'agriculture.

Le ministre de l'économie nationale,

Vu la loi de finances pour 1964 n° 63-496 du 31 décembre 1963, et notamment son article 8,

Vu le décret n° 64-29 du 20 janvier 1964, portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1964, au ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 64-27 du 20 janvier 1964 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1964, au ministre de l'économie nationale (I - Charges communes),

Décide :

Article 1^{er}. — Est annulé sur 1964 un crédit de trois mille cinq cent soixante huit dinars dix neuf centimes (3.538,19 DA), applicable au budget du ministère de l'économie nationale (I - Charges communes) chapitre 31-92 « Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée ».

Art. 2. — Est ouvert sur 1964 un crédit de trois mille cinq cent soixante huit dinars dix neuf centimes (3.568,19 D.A.) applicable au budget du ministère de l'agriculture, chapitre 31-92 « Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée ».

Fait à Alger, le 17 septembre 1964.

P. le ministre de l'économie nationale, et par délégation,

Le directeur du budget et du contrôle,
Mohammed BOUDRIES.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 22 septembre 1964 portant dissolution du conseil d'administration et désignation d'une commission administrative provisoire de gestion de la Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Sidi-Bel-Abbès.

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale,

Vu l'article 24 du décret du 29 octobre 1935 fixant les conditions d'application du décret-loi du 4 octobre 1935 ayant pour objet de créer un établissement central de crédit agricole et de réorganiser les institutions de crédit et de coopération agricoles en Algérie,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le conseil d'administration de la Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Sidi-Bel-Abbès est dissous.

Art. 2. — Il est créé une commission provisoire d'administration, chargée de la gestion de la Caisse régionale de crédit agricole de Sidi-Bel-Abbès en attendant l'élection d'un nouveau conseil et la réorganisation du crédit.

Art. 3. — Sont nommés membres de la commission de gestion :

représentants du secteur privé :

MM. Lekhal Habib
Reguieg ben Kaled
Chali Ahmed
Abdaim Benouada
Boubechir Abdellah.

représentants du secteur socialiste :

MM. Kebir Abdelkader
Bouheno Amar
Nizar Abdelkader
Hassani Benali
Aïssa Mohamed.

Art. 4. — Un commissaire du Gouvernement est adjoint à la dite commission avec voix consultative.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 septembre 1964.

Ahmed MAHSAS.

MINISTERE DE L'ORIENTATION NATIONALE

Arrêté du 10 janvier 1964 fixant le montant mensuel des bourses ou des compléments de bourses pour l'année 1963-1964.

Le ministre de l'orientation nationale,

Vu les crédits inscrits au budget de l'exercice 1964,

Vu les résultats de l'enquête effectuée par le Bureau national des bourses au sujet du coût de la vie dans les différents pays,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le montant mensuel des bourses pour l'année 1963-1964 est fixé comme suit :

Algérie

Etudiants en facultés : 300 DA
Elèves ingénieurs : 400 DA

Tunisie et Maroc

Etudiants en facultés : 300 DA
Elèves du second degré : 150 DA

Libye

Etudiants en facultés : 70 DA
Elèves du second degré : 50 DA

R.A.U.

Etudiants en facultés	: 130 DA
Elèves du second degré	: 100 DA

Syrie

Etudiants en facultés	: 120 DA
Elèves du second degré	: 100 DA

Irak

Etudiants en facultés	: 70 DA
-----------------------------	---------

Jordanie

Elèves du second degré	: 70 DA
------------------------------	---------

Koweït

Elèves du second degré	: 50 DA
------------------------------	---------

Démocraties populaires

Complément mensuel de	: 100 DA
-----------------------------	----------

Europe occidentale

Etudiants en facultés ou élèves ingénieurs	: 600 DA
--	----------

Art. 2. — Les étudiants et élèves algériens à l'étranger bénéficieront en outre, pour l'année 1963-1964, d'une indemnité vestimentaire et scolaire évaluée comme suit :

Pays arabes

Etudiants en facultés	: 450 DA
Elèves du second degré	: 375 DA

Démocraties populaires**Europe occidentale**

Art. 3. — Le directeur des affaires générales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 janvier 1964.

Belkacem CHERIF.

MINISTRE DE LA RECONSTRUCTION, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Arrêté du 18 septembre 1964 fixant pour chaque port, le nombre maximum d'ouvriers dockers professionnels.

Le ministre de la reconstruction, des travaux publics et des transports,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconstruction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale,

Vu la décision n° 55-009 de l'Assemblée algérienne homologuée par décret du 10 février 1955, tendant à la codification et à la modification des décisions de cette Assemblée relatives à l'organisation du travail de manutention dans les ports, notamment son article 4,

Vu les délibérations et propositions du conseil d'administration de la Caisse algérienne de garantie des ouvriers dockers, dans sa séance du 29 juin 1964, intervenues conformément à l'article 20 de la décision n° 55-009 précitée,

Arrête :

Article 1^{er}. — Les effectifs maximum d'ouvriers dockers professionnels sont fixés pour chaque port comme suit :

Ghazaouet	118
Arzew	61
Bejaia	121
Skikda	463
Alger	2.059
Oran	857

Mostaganem	300
Djiddjelli	15
Annaba	400

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 septembre 1964.

Ahmed BOUMENDJEL.

Arrêté du 22 septembre 1964 relatif à la demande d'autorisation de transport public par air et de travail aérien.

Le ministre de la reconstruction, des travaux publics et des transports,

Vu la loi n° 64-166 du 8 juin 1964 relative aux services aériens, et notamment ses articles 5 et 8,

Sur proposition du directeur des transports,

Arrête :

Article 1^{er}. — Les entreprises désireuses d'être autorisées à assurer des services aériens de transport public et de travail aérien, conformément aux dispositions des articles 5 et 8 de la loi susvisée du 8 juin 1964, devront présenter une demande d'autorisation conforme au modèle annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le directeur des transports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, ainsi que son annexe, au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 septembre 1964.

Ahmed BOUMENDJEL.

Modèle de demande d'autorisation de transport public par air ou d'agrément de travail aérien.

(à adresser au ministère de la reconstruction, des travaux publics et des transports, sous-direction de l'aviation civile).

I — Renseignements concernant l'entreprise :**1°) — Indiquer :**

— La nature juridique de l'entreprise (personne physique ou personne morale).

S'il s'agit d'une personne morale :

La forme de l'entreprise (société anonyme, en nom collectif, à responsabilité limitée, etc...)

Le président, les administrateurs, les gérants, le directeur général ou directeur, en précisant pour chacun d'eux : les noms, prénoms et adresse, la nationalité, la durée du service militaire effectuée, les professions et activités principales. Donner pour le président, le directeur général ou directeur, des références aussi détaillées que possible.

— la raison sociale

— l'adresse exacte du siège social

— le capital social (préciser le montant du capital actions, la partie libérée et éventuellement le montant des obligations émises).

2°) — Joindre à la présente demande :

— les statuts de la société, s'il s'agit d'une personne morale.

Pour les deux derniers exercices :

— Les copies des bilans et comptes de profits et pertes de l'entreprise.

II — Renseignements concernant les moyens dont dispose l'entreprise :**1°) — Indiquer les moyens matériels utilisés :**

— Le nombre et les types des avions en précisant pour chacun l'aménagement commercial adopté.

S'il y a lieu, les surfaces couvertes utilisées :

— Hangars sur les aérodromes,

— Ateliers de réparation en précisant leur emplacement et l'importance des moyens industriels utilisés.

— S'il y a lieu, les agences commerciales exploitées par l'entreprise.

2°) — Préciser brièvement :

— La nature des opérations d'entretien et de révision réalisées dans les ateliers de l'entreprise. Dans le cas où ces opérations ne seraient pas effectuées par l'entreprise, indiquer dans quelles conditions et par qui elles ont été réalisées.

— L'importance et la valeur des pièces de rechange stockées dans les magasins de l'entreprise.

— Les matériels d'escala, propriété de l'entreprise et les lieux où sont stationnés ces matériels.

3°) — Indiquer les moyens en personnels dont dispose l'entreprise.

— Fournir un état numérique des personnels navigants en distinguant les pilotes, les co-pilotes, les mécaniciens, les radios, les navigateurs, les stewards et les hôtesses.

— Fournir un état numérique des personnels non navigants en distinguant, d'une part, les personnels techniques des ateliers, d'autre part les autres personnels administratifs, techniques et commerciaux.

4°) — Indiquer succinctement les moyens de crédit dont dispose l'entreprise (prêts bancaires, ou prêts d'autres entreprises ou organismes).

III — Renseignements concernant l'activité de l'entreprise

1°) — Préciser brièvement les services déjà exploités et les résultats obtenus en distinguant les transports de passagers, de fret et de poste, et en indiquant pour chacun des services les dates du début et d'arrêt de l'exploitation.

2°) — Préciser l'activité pour laquelle, selon les cas, l'autorisation ou l'agrément est sollicité, en indiquant notamment :

— Les zones d'activité choisies ;

— La nature des transports (passagers, fret ou poste) ou des travaux envisagés ;

— Les itinéraires des lignes pour lesquelles l'autorisation de transport est demandée.

3°) — Fournir une brève étude économique montrant l'intérêt de l'exploitation envisagée ; préciser les recettes escomptées en distinguant celles qui s'appliquent au transport des passagers, celles qui s'appliquent au transport du fret, à celui de la poste, ou à tous autres travaux.

4°) — Indiquer, s'il y a lieu, les accords d'exploitation actuellement en vigueur avec les autres entreprises et ceux qui sont envisagés ; joindre une copie des conventions conclues.

AVIS ET COMMUNICATIONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE

Sous-direction des finances extérieures

Avis n° 21 Z.F. donnant une troisième liste des agriculteurs français ayant demandé à transférer en France le produit de la réalisation de leur dernière récolte.

Référence : Avis n° 16 Z.F. du ministère de l'économie nationale.

L'avis n° 16 Z.F. publié au *Journal officiel* n° 17 du 25 février 1964 a défini les conditions dans lesquelles les agriculteurs français dont les biens ont été nationalisés par application du décret n° 63-388 du 1^{er} octobre 1963 seraient autorisés à

transférer en France le produit de la réalisation de leur dernière récolte de vins et céréales, deduction faite des passifs d'exploitation.

Le présent avis a pour objet de publier une troisième liste des agriculteurs français ayant demandé à bénéficier de ces conditions.

Il est rappelé que les créanciers des personnes figurant sur cette liste doivent faire connaître, sous quinzaine, à la banque de ces dernières, par lettre recommandée avec accusé de réception, leurs créances en en indiquant la nature et l'échéance.

Les diligences pour le recouvrement des sommes dues incombent aux créanciers.

Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie

DEMANDEUR	ADRESSE	DOMAINE
Mme Vve Aguléon Arthur née Yenne Louise	Oran	Misserghin
Mme Vve Drigeard Auguste	Oran	Ouled Mimoun (Lamoricière)
Mme Vve Berthaud Marius	Oran	Bou Tlelis
Mr. Petit Maurice et héritiers Yung Jean Baptiste	Serignan (Hérault)	Lourmel
Mr. Schneider Gérard	Oran	Hammam Bou Hadjar
Mr. Berdos Jean	Oran	Gdyel
Mme Leyrat André	Oran	Er Rahel
Mr. Jenck Emile	Oran	Er Rahel
Mr. Jenck Henri	Oran	Er Rahel
Mme Vve Belda Joseph	Oran	Ain El Arba
Mr. Belda Ernest	Oran	Ain El Arba
Mr. Breton Adrien	Mostaganem	Ouillis
Mr. Bertrand Pierre	Mostaganem	Tounin (Bellecôte)
Mme Lopez Antoine	Oran	Lourmel
Mme Quiles Ramon née Martin	Er Rahel	Er Rahel
Mr. Tayol Emile	Lyon	Chaiba
Mr. Ribon André	Oran	Bou Tlelis
Mr. Garcia Gabriel	Oran	Lourmel
Mr. Quiles Ramon	Er Rahel	Er Rahel
Mr. Villegas François Fils	126, Avenue Lessader Aoubellil	Bou Tlelis
Mr. Sanchez Manuel	Sidi-Bel-Abbès	Aoubellil
Mme Vve Vert Emilienne et Fils	Hammam Bou Hadjar	Hammam Bou Hadjar

Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie

DEMANDEUR	ADRESSE	DOMAINE
Mme Vve Estabiet René Mr. Brochier Paul Mr. Muller René Mr. Ferrer Antoine Mme Riudavetz Frères et Sœurs	Er Rahel Sidi M'Hamed Benali Kheir Dine Oran 14, Boulevard d'Alsace Lorraine Pau (Basses Pyrénées).	Er Rahel Sidi M'Hamed Bénali Kheir Dine Gdyel
Mr. Robin Maxime Mme Vve Rosello Louis Mme Schatz Paule Mr. Suire Fernand Mr. Suire Roger Mme Dauvergne Alexandre Mr. Puybarand Manand Mme Pied Fernand Mr. Renaudin Jean Mr. Dien Georges	20, Boulevard d'Austerlitz Beziers (Hérault) El Malah 4, rue du Congrès, Nice (A.M.) 13, rue Solferino, Beziers (Hérault) Cissac - Medoc (Gironde) 20, rue d'Austerlitz, Beziers 1, Résidence Brune, Square A Renoir, Paris 14° 41, Boulevard de l'Europe, Maubeuge (Nord) 4, Boulevard de Cessole, Nice (A.M.) Les Loggras 4, Boulevard Wilson - Juan les Pins (A.M.)	Ain Bessem Ain Bessem El Malah Ain Bessem La Baraque (Sour El Ghozlane) Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem
Mr. Domenech Henri Mr. Dubouchet P. Aussel Mlle. Durand Clémentine Mme Dumeglio Filliol Mr. Bastionetto Jules Mr. Bastionetto Emile	5, rue des Serruriers, Colmar (H.Rh) Villepot (Loire Atlantique) Château l'Estang St Philippe d'Aiguille (Gironde) 36, rue Verdi, Nice (A.M.) « Tarnulaus » - Gardégan St Philippe d'Aiguille (Gironde)	Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem
Mr. E. Albertini	Quartier Mortisson Ste Remy de Provence (Bouches du Rhône)	Ain Bessem
Mr. Vasse Charles Mme Vve Lubrano Pierre Mr. Longobardi Robert Mr. Longobardi Paul Mr. Longobardi François Mr. De Lasbordes Mr. Filliol Robert Mr. Taedres Muller Mr. Hemelin Serge Consort Camallonga Mr. Fages Mr. Polycarte Eugène et Henri Héritiers Mougeot Julien Mr. Bouche Jacques MM. Esmann Gorges Valerie, René Cie Foncière Industrielle et Agricole El Hadjar	Allée de Paris, Celleneuve (Hérault) Cissac - Medoc (Gironde) Fourchon Moulies et Villemartin (Gironde) Fourchon Moulies et Villemartin (Gironde) 155, Avenue J. Chaubert, Toulouse (H.G.) 41, rue Fernandez, Albi (Tarn) Château Lestang Ste Philippe d'Aiguille (Gironde) Hadjout Mostaganem Oran Ain-Temouchent 9, rue Philippe de Cerner, Annaba 2, rue Guillelmeaux, Mormant (S et M) Hammam Bou Hadjar Bejala 42, Avenue Foch, Paris (XVI°)	Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Bessem Ain Temouchent Ain Temouchent El Hadjer (Duzerville) Jemmapes Hammam Bou Hadjar La Réunion Annaba
Mme Vve Pareilleux Honoré Mme Vve Tribaudeau Alexis Mr. Creutzer Pierre Mme Vve Jeannot Mr. Bonnetque Paul Mr. Anouilh Théophile	Noisy les Bains El Malah Mesra (ex Blad Touaria) 4, rue Jules Sion, Oran 7, rue Léon Vaudoyez, Paris (VII°) Heyrieux (Isère)	Noisy les Bains El Malah Mesra Bethioua Hammam Bou Hadjar Bourbaki

Banque française du commerce extérieur

MM. Martinez Frères et Agullo Mme Martre Odette Mme Vve Starck Lucien Mr. Chapuis Edgar Mme Vve Maffre Edmond Mme Vve Caillaud Armand Mr de San Nicolas Henri Mme Macia Raymond Héritiers Conte Mme Alberge Hugues Mr Verdoni Jean Mr Coirier Florentin Mme Fatton Roger Mr Tari Alain Mr Petremant Emilien	Bastia (Corse) Aix en Provence (B du R) Nîmes » Chartres (Eure et Loir) Nîmes Toulon Aix en Provence (B du R) » Saint Raphaël Nice » Lezignan Corbières (Aude) Nîmes Paris	Ain Temouchent Sidi Ben Adda Er Rahel et Terga Beni Ouazzane Guïard Er Rahel Aghlal El Malah Terga Sidi Ben Adda Er Rahel Ain Temouchent Terga Hammam Bou Hadjar Boufatis (St Louis)
---	--	--

Société marseillaise de crédit

Mr Boutrin Edouard MM. Migliaccio Angèle et Antoine	Bou Medfa La Tessonnière St Maximin la Ste Baume Var (France)	Bou Medfa Oued Ouach (Skikda)
--	---	----------------------------------

DEMANDEUR	ADRESSE	DOMAINE
Mlle Cuomo Colombe	Skikda	Damremont (Skikda)
Mr Cuomo Nicolas	»	Oued Ouach
Mr Cuomo Pascal	»	Damremont
Mr Julien Ernest	Hôtel Restaurant, Route de Castres - Saint Pons	Mesra
Mme Renaudin née Navarro Marie Antoinette	Constantine	Aïn Abid

Banque nationale pour le commerce et l'industrie

Mme Vve Barret Albert	Avenue Roquefort Revel (Hte Garonne)	Aïn Temouchent
Sté du Djebel Aomar	Parc Gatlif, Alger	Khemis El-Khechna (Fondouk)

Comptoir national d'escompte de Paris

Héritiers Jannin Gaston	17, rue Denfert Rochereau, Alger	Attatba
-------------------------	----------------------------------	---------

Crédit industriel et commercial

Mr Dulac Jean Barthelemy	16, rue Cheikh Larbi Tbissi, Sidi-Bel-Abbès	Sidi Lahssen (Pallssy)
Mr Gerard Henri	18, rue Khemisti, Oran	Sidi Kada

Crédit du nord

Mr Destombes André	Frelinghien (Nord)	Aïn El Berd
--------------------	--------------------	-------------

Société générale

Mme Vve Dallée René née Soiem Georgette	Mascara	Aïn-Farès
Mme Record Marie Jeanne	Tighennif	Tighennif
Mme Vve Alliaume Georges née Sollem	Mascara	Aïn-Farès-
M. Holtzschere Gilbert	Castelmorom sur Lot	Boufatis
M. Burlet Marcel	Hachems	Hachems
M. Limerat Ulysse	11, rue Larbi Ben M'hidi — Aïn-Temouchent	Aghlal
M. Dubouchet Jean-Jacques	11, rue Basserres, Perpignan (P. O.)	Bouïra
M. Pastoureaud Auguste et Marcellin	Ameur El Aïn	Ameur El Aïn
Mme Vve Alibert Pascal née Armand Jeanne	43 bis, rue Mohammed Khemisti — Oran	Tenira
M. Enderle Michel	La Malhaute par Lignan sur Orb (Hérault)	Sidi Lahssen
M. Berthalon, Aimé Joseph agissant en son nom et celui de M. Berthalon Samuel	Mondouzit (Charente)	Sidi Ben Adda
M. Berthalon Aimé Alexandre et Samuel	Mondouzit (Charente)	Sidi Ben Adda
Mme Yvars Antoine née Pobeda Marie	Tighennif	Bethioua
Mlle Alibert Marie Louise	Hachems	Tighennif
		Hachems

Crédit Lyonnais

Mr. Pujol Louis	Hachems	Hachems
Mme Girard René, née Bastien Marcelle	Tighennif	Tighennif
Mr. Cautenet Gilbert	Hachems	Hachems
Mr. Rico Aimé	El Malah	El Malah
Mr. Courtois Adrien	7, rue Beranger, Oran	Boufatis
Mr. Limerat Claude	11, Avenue Larbi Ben M'hidi Aïn Temouchent	Sidi Ben Adda
Mlle. Joubert Jeanne	101, rue Ampère, Grenoble (Isère)	Aïn Sabra
Mme Vve Goddet	Bou Tlelis	Bou Tlelis
Mme Vve Hernandez, et Héritiers	128, rue Mac Carthy, Résidence Poincaré - Caude-ran, Bordeaux	Ouled Berkeches
Cie Commerciale et Vinicole d'Algérie	rue de Chalons, Agha Port, Alger	Guyotville
Mr. Catala Frédéric	Hennaya (Tlemcen)	Hennaya
Héritiers Funel Martus	66, Boulevard Mohamed V, Alger	El Arba
Mr. Corbi Anselme	Mascara	Mascara

DEMANDEUR	ADRESSE	DOMAINE
MM. Rosello André et Lucien	El Malah	El Malah
Mr. Holtzscherer Martial	Legrand	Boufatis
Mr. Guerrero Michel	58, rue Fernand Forest, Oran	Sidi Chamli
Mme Vve Lozano François et Fils	rue des Fours à Chaux, Narbonne	Hennaya
Mr. Garcia François	153, rue de Stalingrad, Grenoble	Hennaya
Mr. Four Gaston	38, Avenue Michél Villaz Beaurepaire (Isère)	Oued Berkèches
Mr. Bastien René	Hachems	Hachems
Mr. Lacroix Louis	Hachems	Hachems
Mr. Jolivet Robert	rue des Pommaries Annecy le Vieux (Hte Savoie)	Ain Sabra
Vve Voisin Albert	Hachems	Hachems
Mme Vve Carayon Paul	Hachems	Hachems
Mr. Bastien Paul	Hachems	Hachems
Mlle. Carayon Alice	Hachems	Hachems
Mr. Abad Noël	Maooussa	Maooussa
Mr. Pobeda Louis	Tighennif	Tighennif
Mr. Bonnefoy Marcel	Ain Youcef	Ain Youcef
Mr. Ley Roger	Blad Touaria	Blad Touaria
Mr. Dessez Albert	Bosquet	Bosquet
Mr. Walhen Marcel	10, Avenue Mâréchal Foch, Nice	Hennaya
Mr. Tricot Lucien	24, Boulevard Zirout Youcef, Alger	Skikda (Valée)
Mme Vve L'Hôte Fernand	10, rue Figarol, Tarbès	Bréa
Mr. Gomez Jean	Quartier Rattray - Campsas (T. et G.)	Ain Sabra
Mr. Couberc Henri	27, rue des Tilleuls, Nîmes	Remchi
Mr. Faurez Elié	Bois Noailly - Magnet (Allier)	Remchi
Mr. Barioulet Joseph	Ain Youcef	Ain Youcef
Mme Vve Combes épouse Cladt	Malay le Grand (Yonne)	Ain Youcef
Mr. Alibert Germain	Hachems	Hachems
Mr. Levraut Louis	Lavigerie	Lavigerie
Mr. Carayon Edouard	Hachems	Hachems
Mr. Romero François	46, rue E. Morlot Charly S/Marne (Aisne)	Marnia
Mr. Orsero Raymond	44, rue Bugeaud, Ain Temouchent	Souf-Tell (Ain Temouchent)
Mr. Canac Jean Pierre	3, rue Raho Kadda, Ain Temouchent	Sidi Ben Adda
Mr. Joubert Clément	Immeuble St. Bernard, Ain Temouchent	»
Mr. Huchet Lucien	Chaabat El Leham	Chaabat El Leham
Mr. Montero Roger	Immeuble Saint Bernard	Ben Sekrane
Mme Dubois Yves née Grieu Simone	13, rue du 14 Juillet, Perpignan (P.O.)	Oued Berkèches
Mr. Gaetner Roland	Le Grés Ambres (Tarn)	Oued Berkèches
Mr. Geider Roger	Place de l'Eglise Soual (Tarn)	Oued Berkèches
Mr. Félix Pierre	8, Place de la Résistance, Ain Temouchent	Chaabat El Leham
Mme Vve Heintz Lucien née Luninger	Fontenilles (Haute Garonne)	Arzew
Gilberte		
Mr. Heintz Gilbert	Fontenilles (Haute Garonne)	Arzew (Ste Léonie)
Mr. Moreau Paul	Bt. D 3, Allée des Ailes Vichy (Allier)	Hassi Zehana
Mr. Suc Paul	Rue de la Poste Napoule (A.M.)	Oued Berkèches
Mr. Rouvière Gaston	Grandval la Souche (Ardèche)	»

Compagnie algérienne de crédit et de banque

Mr Julien Auguste Alexandre	La Stidia	La Stidia
Mr Hertz Louis	Bosquet	Bosquet
Reme Raoul	11, rue de l'Ecole d'agriculture à Saintes (ch. Maritimes)	Tounin
Mr Senmartin Paul	20, rue de Nantes, Mostaganem Meynes (Gard)	Ain Tedeles
Héritiers Durand Louis	43, rue Théophile Regnés, Skikda	Valée
Mr Ballet Aimé	Ceyzerien (Ain)	Auribeau
Mr Diostanzo Vincent	Lavaur (Tarn)	Oued Ouach
Mr Saliba Jean	Jemmapes	Jemmapes
Mr Torasso Roger	Résidence des mousseaux à Chateauroux (Indre)	Jemmapes
Mr Nouschi René	23, rue Ben M'Hidi Larbi, Alger	Médéa
Mr Moulin Denis	2, rue du docteur Riquelme, Nice	Dahmouni
Mr Chabaud Antoine	6, bis avenue Berthelot, Quillan (Aude)	Ain El Arba
Mr Léopold Fernand	Bosquet	Bosquet
Mrs Felici Frères	Jemmapes	Jemmapes
Mr Jaulent Aimé	Tighennif	Tighennif
Mr Nus Thérèse	31, rue St. Sauveur Beaumont le Roger (Eure)	(Fornaka) Stidia
Mr Carre Lucien	3, rue de Ralte, Montpellier	Bosquet
Mme Vve Baridon Gaston	Sidi Ben Adda	Sidi Ben Adda
Mr Cornesse Lucien	55, Avenue Ould Aïssa Belkacem, Mostaganem	Tounin
Mr Alby Fernand	Chemin du Poivre, Villeneuve/Lot	Tounin
Mme Vve Carrier Emile	1, Place Haudricourt, Mostaganem	Lapasset
Mme Carrier Léontine	»	»
Mme Vve Descamps et Mme Prome	9, rue de Nancy, Oran - 18, Bd. Victor Hugo, Nice	Sidi Chamli
née Descamps		
Mr Delpy Charles	74, Avenue Gabriel Peri Port Saint du Rhône (B du R)	Froha
Mr Bouti Louis	28, Avenue Franklin Roosevelt, Paris 8°	Oued El Kheir
Mr Jacomo Auguste	23, rue des Tilleuls, Nîmes	Hennaya

DEMANDEUR	ADRESSE	DOMAINE
Mr Jacomo Roger	Hennaya	Hennaya
Mr Lombardo Fernand	6, rue Bugeaud, Annaba	Jemmapes
Mr Lombardo Fernand et Héritiers Vve Ducoin		
Mr Agullo Antoine	79, rue Larbi Ben M'Hidi, Oran	Oued Tlalat
Mr Poffiet Pierre	Baux Roux par St. Martin du Var, Alpes Maritimes	Auribeau
Société Kest et Taou	Hyères (Var)	Bordj Menaïel
Mme Veber	Marseille	Courbet (Felix Faure)
Mr Arzeïlier Julien	Lamtar	Lamtar
Mr Orcière Pierre André	Ain Temouchent	Ain Temouchent

MARCHES - APPELS D'OFFRES

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

OFFICE PUBLIC DEPARTEMENTAL DES H.L.M. DE CONSTANTINE

Une adjudication ouverte est lancée pour l'opération :

Construction de 100 logements type « ABIS » à Batna.

Cette adjudication porte sur les lots ci-après :

- 1° lot « gros-œuvre et viabilité » — travaux traités au forfait
- 3° lot « menuiserie » — travaux traités au forfait
- 5° lot « plomberie sanitaire et viabilité » travaux traités au forfait
- 6° lot « chauffage » - travaux traités au forfait
- 7° lot « Ferronnerie » - travaux traités au forfait
- 8° lot « électricité » - travaux traités au forfait

L'ensemble de ces travaux comporte la totalité des fournitures mises en œuvre etc., pour une terminaison complète du chantier.

Les entrepreneurs pourront consulter les dossiers nécessaires à la présentation de leurs offres, chez M. Ernest Lannoy, architecte D.P.L.G., immeuble Bel Horizon, rue Joseph Bosco, Constantine.

Ils pourront consulter le dossier chez l'architecte à partir du 15 septembre 1964.

Les offres seront adressées sous double enveloppe et par pli recommandé au président de l'O.P.D.H.L.M., 18, Bd Belouizdad à Constantine, avant le 30 septembre 1964 délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les offres pourront être envoyées par la poste sous pli recommandé ou déposées dans les bureaux de l'Office, contre récépissé.

Les offres seront présentées obligatoirement sous double enveloppe cachetée à la cire.

1° Enveloppe.

Références tant professionnelles que bancaires dont :

- certificats délivrés par les hommes de l'art,
- note indiquant les moyens techniques,
- le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés, les attestations de mise à jour vis à vis des caisses de sécurité sociale, allocations familiales et congés payés etc...
- attestation bancaire,
- caution bancaire.

2° Enveloppe.

Elle sera placée à l'intérieur de la précédente et contiendra le dossier et la soumission sur papier timbré.

Les candidats sont informés que tout dossier qui ne serait pas présenté dans les formes précisées et qui ne contiendrait pas les pièces demandées, sera rejeté.

Les frais d'insertion dans la presse sont à la charge des entrepreneurs adjudicataires.

Le délai pendant lequel les candidats sont engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

CIRCONSCRIPTION DES PONTS ET CHAUSSEES DE CONSTANTINE

Caisse algérienne de développement

Chemins départementaux — Chapitre 11.32

Opération n° 32.02.4.31.08.12

Ouverture et modernisation du chemin départemental
n° 132 entre les P.K. 51 et 66

1° Objet de l'appel d'offres.

L'appel d'offres a pour objet la location de matériel de terrassement pour l'ouverture du chemin départemental n° 132 à partir du lieu dit « Aïdem » — Arrondissement d'El-Milia.

2° Importance de l'affaire.

150.000 DA.

3° Délai d'exécution.

4 mois.

4° Lieu où l'on peut prendre connaissance du dossier.

Tous les jours de 8 h 00 à 12 h 00 et de 15 h 00 à 18 h 30, sauf le samedi après-midi, dimanche et jours fériés dans les bureaux du service des ponts et chaussées à la subdivision d'El-Milia, qui fournira les pièces à compléter par l'entrepreneur.

5° Lieu et date limite de réception des offres.

Les plis contenant les offres seront adressés par poste, recommandés à l'adresse suivante :

M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, Hôtel des travaux publics, rue Raymonde Peschard, Constantine, et devront lui parvenir avant le 3 octobre 1964 à 12 heures.

CIRCONSCRIPTION DE TIZI-OUZOU

C.D 152 de Timezerit à la R.N. 25.

Construction de chaussée sur 8,500 km

Un appel d'offres ouvert est lancé pour la construction de la chaussée sur 8,500 km du chemin départemental n° 152 de Timezerit à la R.N. 25.

Les dossiers pourront être consultés et retirés à partir du 21 septembre 1964 à la circonscription de la reconstruction, des travaux publics et des transports — Cité Administrative — Tizi-Ouzou.

Les offres devront être obligatoirement accompagnées de l'attestation des caisses sociales, de la déclaration prévue par le décret du 10 juillet 1961 et des références de l'entreprise et parvenir pour le 8 octobre 1964, terme de rigueur, à l'ingénieur en chef de la circonscription de la reconstruction, des travaux publics et des transports — Cité Administrative de Tizi-Ouzou.

Les candidats resteront engagés par les offres pendant 90 jours.

SERVICE DES TRAVAUX D'ARCHITECTURE

CIRCONSCRIPTION D'ANNABA

Affaire : B. 11. P

Un appel d'offres ouvert est lancé pour l'opération : Extension du centre polyvalent de F.P.A., Cité Juanola, Annaba, dont le coût approximatif est évalué à 265.272,00 D.A.

Bases de l'appel d'Offres

L'opération fait l'objet de 6 lots correspondant aux corps d'état ci-après :

- 1 Maçonnerie,
- 2 Menuiserie,
- 3 Plomberie,
- 4 Chauffage,
- 5 Electricité,
- 6 Peinture.

Il est spécifié que tout entrepreneur aura la faculté de remettre des propositions pour tout ou partie des 6 lots sus-visés.

Présentation des Offres

Les entrepreneurs pourront recevoir, contre paiement des frais de reproduction, les dossiers nécessaires à la présentation de leurs offres en en faisant la demande à M. Nicole, architecte demeurant à Annaba, Oued Kouba Bloc G.3.

La limite de réception des offres est fixée au 17 octobre 1964 à 12 heures. Elles devront être adressées à l'ingénieur en chef de la circonscription des travaux publics d'Annaba.

Les offres pourront être adressées par poste sous pli recommandé ou déposées dans les bureaux de l'ingénieur en chef précité, contre récépissé.

Les dossiers peuvent être consultés dans les bureaux de l'ingénieur en chef et de l'architecte susnommé.

Le délai pendant lequel les candidats seront engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

Le pli contenant les documents présentés sera constitué comme suit :

L'ensemble des documents du dossier, dûment complétés et signés, sera placé dans une première enveloppe qui portera, comme suscription, la mention complète figurant sous le titre « Objet » en tête de la présente.

Cette enveloppe sera enfermée dans une deuxième enveloppe où auront été placés :

— une note indiquant vos moyens techniques, le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux que vous aurez exécutés ou à l'exécution desquels vous avez concouru ; à cette note sera joint, si vous en êtes détenteur, le certificat de qualification professionnel délivré par un organisme de qualification et de classification.

— Deux certificats délivrés par les hommes de l'art.

— L'attestation émanant de la caisse de compensation des allocations familiales et des congés payés, à laquelle vous êtes affiliés, établissant que vous êtes à jour de vos cotisations.

Cette deuxième enveloppe portera outre l'adresse de son destinataire, la mention très apparente : affaire n°, appel d'offres des travaux, suivis de la mention complète figurant sous le titre objet en tête de la présente.

N/B. — Les frais d'insertion seront payés par les ponts et chaussées d'Annaba.

MISE EN DEMEURE D'ENTREPRENEURS

* M. Messa Emmanuel, gérant de l'entreprise générale de peinture Messa et Fils, 1, rue Villebois à Alger, titulaire du marché en date du 6 janvier 1960 approuvé par le préfet d'Alger le 12 octobre 1960 sous le n° 9 588 et relatif à l'exécution des travaux ci-après : lot n° 5 peinture pour la construction de 216 logements H.L.M. « B » à Hussein-Dey, plus marché approuvé le 17 mai 1962 sous le n° 2392 pour l'aménagement des bureaux, est mis en demeure d'avoir à reprendre l'exécution des dits travaux dans un délai de vingt jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

M. Lauson Roland, directeur de la société du personnel des anciens établissements Robert et Compagnie, faisant élection de domicile à Alger, Place Alexandre Athias, Le Ruisseau, titulaire du marché approuvé par le préfet d'Alger le 12 octobre 1960 sous le n° 9 588 et relatif à l'exécution des travaux ci-après : Lot n° 3 ferronnerie pour la construction de 216 logements H.L.M. « B » à Hussein-Dey, plus marché approuvé le 13 février 1962 sous le n° 963 pour l'aménagement des bureaux, est mis en demeure d'avoir à reprendre l'exécution des dits travaux dans un délai de vingt jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

M. Vigouroux, directeur commercial de la société anonyme des ascenseurs Roux-Combaluzier, n° 18 à 24, rue Tiphaine Paris (15°), titulaire du marché en date du 6 janvier 1960 approuvé par le préfet d'Alger le 12 octobre 1960 sous le n° 9 588 et relatif à l'exécution des travaux ci-après : Lot n° 7 ascenseurs pour la construction de 216 logements H.L.M. « B » à Hussein-Dey, est mis en demeure d'avoir à reprendre l'exécution des dits travaux dans un délai de vingt jours, à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

M. Maatlia Tayeb, entrepreneur de maçonnerie à Constantine, titulaire du marché du 13 novembre 1963, approuvé le 17 décembre 1963, concernant la construction de 14 maisonnettes à Stora - commune de Skikda, est mis en demeure d'avoir à reprendre les dits travaux dans un délai de vingt jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

Le directeur du C.I.E. entrepreneur demeurant 11, Boulevard Carnot — Constantine, titulaire du marché n° 108/Arch/6 relatif à l'exécution des travaux désignés : construction d'un hôtel des finances à Biskra, est mis en demeure d'avoir à reprendre les travaux, objet de son marché, dans un délai de 10 jours et à terminer les dits travaux dans le délai de 20 jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

L'établissement public « les Aéroports d'Algérie » (successeur de la chambre de commerce et d'industrie d'Oran) met en demeure M. Labarrière René, domicilié à Oran, 14, Boulevard Sebastopol et exploitant du garage station service de l'aéroport d'Oran Es-Senia, d'avoir à exécuter les clauses de son contrat du 22 avril 1960 et régulariser sa situation notamment par le paiement des loyers et redevances dans un délai d'un mois à compter de sa parution sur le *Journal officiel*, faute de quoi, la direction de l'établissement public « les Aéroports d'Algérie » reprendra sa liberté d'action et disposera comme il conviendra de ces installations, sous les plus expresses réserves de droit.

M. Messous, représentant l'entreprise Messous Frères domicilié à Jemmapes, rue de l'Indépendance, est mis en demeure de prendre les dispositions nécessaires en personnel et en matériel pour terminer la construction de 50 logements type A.F.I., opération reconstruction n° 63.03.20, 63.03.21, communes d'El Fedjoudj et Bouali Mahmoud lieu dit Village, dans le délai contractuel.

Faute par l'entrepreneur précité de satisfaire à la mise en demeure dans un délai de 10 jours, il sera fait application des mesures de coercition fixées par les paragraphes 5 et suivants à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

M. Gabsi Saddek représentant l'entreprise Gabsi domicilié, à El Aouinet est mis en demeure de prendre les dispositions nécessaires en personnel et en matériel pour terminer la construction de 30 logements type A.F.I., opérations reconstruction n° 63.03.05, commune de Seraïdi lieu dit Bouzizi dans le délai contractuel.

Faute par l'entrepreneur précité de satisfaire à la mise en demeure dans un délai de 10 jours, il sera fait application des mesures de coercition fixées par les paragraphes 5 et suivants à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

M. Abdesslam Mohamed Z. représentant l'entreprise Abdesslam domicilié à Annaba, 143, rue Bélisaire est mis en demeure de prendre les dispositions nécessaires en personnel et en matériel pour terminer la construction de 34 logements type A.F.I., opération reconstruction n° 63.03.03, commune de Ain Mokna lieu dit Tacha dans le délai contractuel.

Faute par l'entrepreneur précité de satisfaire à la mise en demeure dans un délai de 10 jours, il sera fait application des mesures de coercition fixées par les paragraphes 5 et suivants à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

M. Abdesslam Mohamed Seghir représentant l'entreprise Abdesslam domicilié à Annaba, 143, rue Bélisaire est mis en demeure de prendre les dispositions nécessaires en personnel et en matériel pour terminer la construction de 36 logements type A.F.I., opération reconstruction n° 63.03.02, commune de El Hadjar dans le délai contractuel.

Faute par l'entrepreneur précité de satisfaire à la mise en demeure dans un délai de 10 jours, il sera fait application des mesures de coercition fixées par les paragraphes 5 et suivants à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

M. SNP Mabrouk représentant l'entreprise Mabrouk, domicilié à Souk Ahras, 20, rue Pasteur est mis en demeure de prendre les dispositions nécessaires en personnel et en matériel pour terminer la construction de 50 logements type A.F.I., opération reconstruction n° 63.03.14, commune d'El Aïoun (Lacroix) lieu dit Village, dans le délai contractuel.

Faute par l'entrepreneur précité de satisfaire à la mise en demeure dans un délai de 10 jours, il sera fait application des mesures de coercition fixées par les paragraphes 5 et suivants à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

M. Mezred Abdelmadjid représentant l'entreprise Mezred, domicilié à Souk Ahras, 10, rue de conet est mis en demeure

de prendre les dispositions nécessaires en personnel et en matériel pour terminer la construction de 40 logements type A.F.I., opération reconstruction n° 63.03.26, commune de Mor-sott lieu dit Boukhadra, dans le délai contractuel.

Faute par l'entrepreneur précité de satisfaire à la mise en demeure dans un délai de 10 jours, il sera fait application des mesures de coercition fixées par les paragraphes 5 et suivants à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

M. Boughalem Amar représentant l'entreprise Boughalem, domicilié à Souk-Ahras (Route des fermes), est mis en demeure de prendre les dispositions nécessaires en personnel et en matériel pour terminer la construction de 40 logements type A.F.I., opération reconstruction n° 63.03.27, commune de Bayad lieu dit Village, dans le délai contractuel.

Faute par l'entrepreneur précité de satisfaire à la mise en demeure dans un délai de 10 jours, il sera fait application des mesures de coercition fixées par les paragraphes 5 et suivants à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

M. Takouche Laïd représentant l'entreprise Takouche, domicilié à Souk Ahras, 13, rue Labrux, est mis en demeure de prendre les dispositions nécessaires en personnel et en matériel pour terminer la construction de 60 logements type A.F.I., opération reconstruction n° 63.03.01, commune d'Oued Selim lieu dit Meskenia dans le délai contractuel.

Faute par l'entrepreneur précité de satisfaire à la mise en demeure dans un délai de 10 jours, il sera fait application des mesures de coercition fixées par les paragraphes 5 et suivants à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

M. Madoui représentant l'entreprise Madoui domicilié à Tébessa, est mis en demeure de prendre les dispositions nécessaires en personnel et en matériel pour terminer la construction de 80 et 74 logements type A.F.I., opération reconstruction n° 63.03.31 et 63.03.33, commune de Bir El Ater et Cheria lieu dit Seguieg et Cheria dans le délai contractuel.

Faute par l'entrepreneur précité de satisfaire à la mise en demeure dans un délai de 10 jours, il sera fait application des mesures de coercition fixées par les paragraphes 5 et suivants à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales.

ANNONCES

6 juin 1964. — Déclaration à la sous-préfecture de Bordj-Bou-Arréridj Titre : « Tennis Club Bordjien ». Siège social : Bordj-Bou-Arréridj.

11 Juin 1964. — Déclaration à la préfecture de l'Aurès. Titre : « Coopérative ouvrière ». Siège social : Batna.

18 août 1964. — Déclaration à la sous-préfecture de Blida. Titre : « L'avenir blidéen ». Siège social chez M. Benli Zoubir 17, avenue Nourredine El Mekki — Blida.

30 août 1964. — Déclaration à la préfecture d'Alger. Titre : « Mitidja Club Fondouk ». Siège social : Khemis. El Khechna (ex-Fondouk).

7 septembre 1964. — Déclaration à la sous-préfecture de Tissemsilt. Titre : « Association pour l'édification de la mosquée de Mahdia ». But : Travailler à la construction de la mosquée, et à l'organisation des fêtes religieuses. Siège social : Mahdia.

8 septembre 1964 — Déclaration à la sous-préfecture de Sour-El-Ghozlane Titre : « Education sportive ». But : entretien des relations de fraternité et de bonne camaraderie entre tous les membres. Siège social : Sour-El-Ghozlane

10 septembre 1964. — Déclaration à la sous-préfecture d'Akbou. Titre : « Coopérative des huileries de la Soummam ». Siège social : Azib — Commune d'Akbou.